



Rapport d'activités 2017

FEDITO BXL asbl - 55 rue du Président -1050 Bruxelles
Tél : + 32 2 514 12 60 www.feditobxl.be courrier@feditobxl.be

La FEDITO BXL est soutenue par la Commission Communautaire française



TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	3
Animation et Gestion de la Fédération.....	4
Les Membres.....	4
L'Assemblée Générale.....	4
Le Conseil d'Administration.....	4
Le Groupe Stratégique.....	4
Le Bureau.....	4
L'équipe.....	4
Les Groupes de Travail.....	4
GT Cannabis.....	4
GT Dossier informatique.....	5
GT Hôpitaux.....	5
GT Prisons.....	5
GT - Concertation médico-pharmaceutique.....	5
Démarche d'Évaluation Qualitative.....	6
Communication.....	7
Communication en Ligne.....	7
Lettre d'information.....	7
Présence sur les réseaux sociaux.....	7
Revue de presse / revue de web.....	8
Stop 1921.....	8
Campagnes d'informations et de sensibilisation.....	8
Carte blanche « Alcool : à quand une politique cohérente, à quand un plan ambitieux ? »	8
.....	8
Carte blanche « Réglementer le cannabis : non plus « pourquoi », mais « comment » »	8
Carte blanche « Lever le Secret professionnel ? Qui veut faire l'ange... »	8
Tribune internationale.....	8
Carte blanche « Il faut sauver les Maisons médicales ! »	8
Soutien à la campagne « Support Don't Punish »	8
Organisations d'événements.....	9
Apéroréseaux.....	9
Journée d'étude « Drugs in Brussels 2017 »	9
Séminaire « Par-delà la Méditerranée, les interventions autour de l'usage de drogues »	10
.....	10
Journée d'étude « Dans l'hôpital, dans la cité : le patient usager de drogues »	10
Recherches.....	11
Projets Belspo et Eranid.....	11
Projet ALAMA.....	11
Projet GEN-STAR.....	11
Projet PROSPER.....	11
Projet SOCPREV.....	12
Appels KCE.....	12
Politique drogues.....	13
Au Niveau Régional.....	13
Politique Drogues et Plan Drogues.....	13

Plan Overdoses.....	13
Rapport sectoriel.....	13
Au Niveau National.....	13
Propositions pour une politique globale et intégrée en matière d'alcool.....	13
Stop 1921.....	14
Soutien au recours sur la Loi psychothérapie.....	14
Recours contre l'Arrêté Royal réglementant les substances stupéfiantes, psychotropes et soporifiques.....	15
Soutien à la matinée d'études « Légaliser, réguler, soulager : le cannabis dans tous ses états ».....	15
Soutien à la conférence « La légalisation du cannabis : inéluctable évolution ».....	15
Au Niveau International.....	15
60ème Session de la Commission des Stupéfiants (CND).....	15
Lisbon Addictions.....	16
Déclaration « Pas d'élimination sans dépénalisation ! ».....	16
Journée d'étude « Europe's Action Plan on Drugs : Cooperation and collaboration for the Reduction of Demand and Supply ».....	16
Échanges intersectoriels, nationaux et internationaux.....	17
Échanges intersectoriels.....	17
Projet BOOST.....	17
Projets 107.....	18
Inter-fédération ambulatoire.....	18
Centrale d'achats – Regroupement d'associations.....	18
Échanges nationaux.....	18
iDA (Information sur les Drogues et l'Alcool) asbl.....	18
Échanges internationaux.....	18
Visites.....	18
<i>Visite d'étudiants de l'Université du Kentucky.....</i>	<i>18</i>
<i>Projet de coopération bilatérale Belgique Tunisie.....</i>	<i>19</i>
Colloques.....	19
<i>Sommet francophone sur la réduction des méfaits liés aux drogues et 25ème Conférence Internationale de Réduction des Méfaits HR17.....</i>	<i>19</i>
<i>7èmes Journées Nationales de la Fédération Addiction.....</i>	<i>19</i>
Projets.....	20
<i>Revue francophone internationale.....</i>	<i>20</i>
<i>Tribune internationale.....</i>	<i>20</i>
<i>Soutien à Alcochoix+.....</i>	<i>20</i>
Conclusion et Perspectives.....	22
Annexes.....	23

INTRODUCTION

Voici le rapport d'activités 2017 de la FEDITO BXL.

Encore une fois, la FEDITO BXL a essayé de remplir au mieux son rôle en répondant aux demandes du secteur et de ses principaux partenaires et, en défendant les intérêts des services sectoriels et des enjeux intersectoriels.

En 2017, le secteur a revendiqué, à nouveau, sa spécificité et son articulation en continuant à travailler à la réalisation des actions du Plan Drogues 2016-2019.

L'enjeu principal de la fédération est toujours la défense des intérêts des membres et du secteur toxicomanie en général. L'équipe a tenté d'atteindre cet objectif en assurant la concertation du secteur, en développant toujours plus ses techniques de communication, en participant à différents événements afin de consolider ses liens avec les membres du secteur, d'autres secteurs ainsi qu'à l'international, et en organisant des journées d'études.

Restant disponibles pour discuter plus avant des différents chapitres de ce rapport, nous vous en souhaitons une excellente lecture.

L'équipe de la FEDITO BXL

ANIMATION ET GESTION DE LA FÉDÉRATION

LES MEMBRES

La FEDITO BXL compte toujours 26 [membres](#) : 24 effectifs et 2 adhérents.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale (A.G.) s'est réunie une seule fois en 2017 pour l'approbation des statuts coordonnés, des comptes et du rapport d'activités 2016, et du budget 2017, l'élection de certains administrateurs et la présentation des projets pour 2017.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La FEDITO BXL se compose actuellement d'un Conseil d'Administration (C.A.) de 17 personnes qui s'est réuni cinq fois en 2017, afin de prendre des décisions sur les missions à moyen et long terme, les priorités de travail et les actualités du secteur et de la fédération.

LE GROUPE STRATÉGIQUE

Cette année, le Groupe stratégique (G.S.) s'est attelé à mettre à jour les [statuts](#) de la FEDITO BXL, publiés au Moniteur Belge le 5 mai 2017.

LE BUREAU

Le Bureau se compose d'un groupe réduit d'administrateurs, qui représente les cinq sous-secteurs de la toxicomanie (bas seuil, prévention, prisons, réduction des risques et soins). Il est responsable de la gestion « quotidienne » (gestion du personnel, ventilation des demandes vers les différents groupes de travail et groupe stratégique, rapport et renvoi au C.A., prises de décision, etc.). Il se réunit en fonction des besoins ou est sollicité par mail pour des décisions urgentes.

L'ÉQUIPE

En 2017, l'équipe de la FEDITO BXL se composait de quatre personnes :

Sébastien Alexandre, directeur 1 ETP (congé parental à 1/5ème à partir du 1^{er} septembre) ;

Sandrine Janssens, secrétaire 1 ETP ;

Alexis Jurdant, chargé de communication 4/5ème ETP ;

Pierre de Penaranda, chargé de communication et de projet 1/2 ETP.

LES GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail (GT) créés en 2014 au sein du secteur toxicomanie ont évolué : certains ont disparu, d'autres ont continué et d'autres encore se sont créés. Tout cela dans le but de relayer les informations entre les institutions actives sur des champs relativement similaires et/ou à travailler à la concrétisation des actions du Plan Drogues bruxellois. Certains de ces GT se sont ouverts à d'autres secteurs. En 2017, les GT suivants se sont réunis :

GT Cannabis

Ce GT Cannabis a réuni des personnes issues de la justice, de la police et de la santé à Bruxelles qui se questionnaient sur la pertinence de la politique actuelle en matière de cannabis et partageaient différents constats : l'illégalité du cannabis n'a jamais empêché de fortes consommations et un fort trafic, sa tolérance plutôt relative n'est instituée que dans des conditions floues et difficiles à appliquer pour le pouvoir judiciaire et la remise en question de la politique en matière de cannabis est partagée non seulement par les acteurs de la santé mais également ceux de la justice et de la police.

GT Dossier informatique

Après investigations sur divers logiciels, le C.A. de la FEDITO BXL a décidé de travailler au développement de l'outil informatique « Jade » pour la toxicomanie en réunissant un GT Dossier informatique. L'outil « Jade » est développé par la Fédération Laïque des Centres de Planning Familial (FLCPF) et a été adopté par la Fédération des Services Sociaux (FdSS) et la Fédération des Maisons Médicales (FMM).

L'E-santé devenant incontournable, la prescription électronique pour les médecins est déjà entrée en vigueur et le dossier informatique deviendra obligatoire à moyen terme. Par ailleurs, la volonté de la Cocof est de développer une collecte de données transversales avec un financement unique. Il a donc été décidé que ce GT s'attellerait à définir les items toxicomanie à ajouter aux items sociaux et de santé déjà présents dans Jade.

GT Hôpitaux

Ce GT réunit les hôpitaux et l'ambulatoire, et touche toutes les problématiques de santé liées à la consommation de drogues légales ou illégales. La FEDITO BXL s'est donc rapprochée de certains hôpitaux bruxellois, comme Sanatia, Titeca, Brugmann. Deux de ses membres, le service Interstices de l'hôpital Saint-Pierre et le service Addictions des hôpitaux Saint-Luc / Saint-Michel, ont pris part aux travaux car ceux-ci ont la particularité d'avoir réfléchi et/ou mis en place des dispositifs ad hoc pour l'accueil de personnes usagères de drogues et/ou dépendantes dans leurs services spécialisés. Ce GT a permis de cerner davantage les réalités prévalant à l'intérieur des hôpitaux, comme les relations avec les patients, le cadre de la structure et le fonctionnement par services, entre autres ; ces réalités pouvant compliquer le lien avec l'ambulatoire et le suivi du patient à long terme.

Il a abouti le 24 novembre à l'organisation d'un séminaire intersectoriel accrédité consacré aux prises en charges de personnes ayant une problématique drogues / alcool en milieu hospitalier sur les fragilités, intitulé « Dans l'hôpital, dans la cité : le patient usager de drogues » (voir ci-dessous).

GT Prisons

Le GT Prisons est composé de Services Actifs en matière de Toxicomanie (SAT) en milieu carcéral, dont les champs d'action relèvent de la santé, de la prévention, de l'hébergement, de la réduction des risques, de l'orientation et de l'information.

Il a permis la concertation entre acteurs divers, autour de projets concrets tels que des interventions à la prison de Forest et à Saint-Gilles, et plus spécifiquement la mise en place d'un projet financé par le fédéral et venant en soutien aux équipes internes.

GT - Concertation médico-pharmaceutique

Fin 2016, le GT Soins a été redéployé en groupes intersectoriels, réunis par d'autres acteurs du champ de la santé. L'un d'entre eux réunissait la FAMGB (Fédération des Associations des Médecins Généralistes de Bruxelles), le RML-B (Réseau Multidisciplinaire Local de Bruxelles) et Huis voor Gezonheid, UPB-AVB (Union des Pharmaciens de Bruxelles), et visait la mise en place d'une concertation médico-pharmaceutique « abus et dépendances », financée par le fédéral, et permettant le soutien mutuel entre médecins et pharmaciens. La FEDITO BXL a introduit ce groupe et ce, afin de permettre aussi le soutien mutuel aux services spécialisés.

Ces rencontres ont amené à l'organisation d'un séminaire bilingue qui se tiendra le 5 juin 2018 et se nommera « Abus et dépendances : comment mieux travailler ensemble ? - Misbruik en verslaving : hoe nog beter samenwerken ? ».

Par après, la concertation médico-pharmaceutique s'organisera à un niveau local et régional.

DÉMARCHE D'ÉVALUATION QUALITATIVE

Pour ce nouveau triennat 2017-2019 de la Démarche d'Évaluation Qualitative (DEQ), la FEDITO BXL a introduit deux thèmes :

1) Le premier est l'évaluation des protocoles – établir des critères d'évolution, optimiser les bilans.

Cette évaluation s'est faite via notre Plan Drogues établi pour la période 2016-2019, qui reprend cent actions à réaliser avant la fin de l'année 2019. Certaines actions ont déjà pu être concrétisées, et ce, entre autres, grâce aux différents groupes de travail (voir supra) constitués au sein des membres de la FEDITO, ainsi qu'avec d'autres secteurs ambulatoires. Ces groupes ont permis de nombreux échanges d'informations et d'expérimentations.

La DEQ représente une opportunité d'évaluer l'évolution de ce plan d'actions dont le suivi et la progression sont disponibles [ici](#).

2) Comme second thème, les organismes de coordination agréés par le décret ont choisi de réaliser une DEQ collective 2017-2019 sur la thématique du projet de Maison des Fédérations.

Ce choix a été motivé par le fait que ce projet a pour objectif de favoriser la collaboration entre les différentes structures du secteur social-santé et de permettre une meilleure organisation de la transversalité, une meilleure visibilité/lisibilité de nos actions par l'identification à un lieu physique commun et une utilisation optimale des financements grâce à des mutualisations entre fédérations.

Ce projet s'inscrit dans un mouvement pour la justice sociale et en santé. Sa finalité est la construction d'un modèle social qui favorise la justice et l'égalité. Il n'est viable et attractif que s'il permet de collaborer ensemble, singulièrement sur les aspects suivants : la défense de valeurs communes, la construction d'un projet politique, la gouvernance, la mutualisation des services, et enfin les synergies entre collaborateurs.

Toutefois, l'identification d'un objectif commun ne doit pas aboutir à l'unification des pratiques et des programmes d'action. Chaque partenaire est porteur de finalités concrètes différentes mais qui trouvent à se rejoindre. La mise en commun d'expériences différentes constitue une occasion d'enrichissement, de réflexion et de critique croisée. Cette mise en commun doit se réaliser par des actions concrètes : les réflexions générées par les échanges doivent se traduire par une amélioration des pratiques de terrain, au bénéfice des usagers.

Dans un souci de réalisme en termes de temps imparti, il a semblé prudent de s'arrêter sur deux objectifs intermédiaires d'importance :

➤ Identifier et définir plus précisément le projet politique et son opérationnalisation. Au-delà de l'identification des valeurs communes qui régissent le projet, le groupe de travail du projet de la Maison des Fédérations (MdF) – qui rassemble un ou plusieurs travailleurs de chaque Fédération partenaire – a identifié les piliers du projet politique de la MdF, leurs finalités et les principes qui les sous-tendent : une action politique, une gouvernance commune, la mutualisation des services, la valorisation des synergies entre collaborateurs dans l'objectif de réaliser des projets d'activités communes. Néanmoins, ces différents éléments sont encore à définir dans leur opérationnalisation.

➤ S'accorder sur un projet d'acquisition d'un bâtiment commun, en l'achetant ou le louant ?, seul, avec un partenaire privé ou public ? sous quelle forme juridique ? L'acquisition d'un bâtiment commun peut être réalisée selon différentes modalités financières et juridiques. L'objectif est d'identifier la meilleure alternative possible selon les objectifs du groupe et les moyens de chacun, dans le respect des valeurs communes qui servent de base au projet.

Ce projet a été mis en suspens, mais pas totalement abandonné. Des alternatives sont également envisagées, comme une plateforme informatique. Il a donc été décidé d'ouvrir le champ des possibles tout en gardant l'idée du projet premier comme un idéal à atteindre.

Le coordinateur de ces projets DEQ est toujours Sébastien Alexandre, +32 2 514 12 60, s.alexandre@feditobxl.be.

COMMUNICATION

COMMUNICATION EN LIGNE

Le renforcement de la visibilité de la fédération, des activités et du travail du secteur, ainsi que la sensibilisation des politiques et des citoyens aux problématiques sociales et sanitaires liées à l'usage de drogues, occupe toujours une place importante dans les missions de la FEDITO BXL.

Alexis Jurdant, chargé de communication est en charge de celle-ci. Il assure notamment la gestion, la mise à jour et l'animation de nos sites web (<https://feditobxl.be/fr/>, <https://stop1921.be/fr/>, <https://reductiondesrisques.be/>,...), la réalisation et la diffusion de la lettre mensuelle d'information de la FEDITO BXL, ainsi qu'une présence sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter et LinkedIn.

Grâce aux améliorations du site web consenties les années précédentes (site adapté aux smartphones et tablettes, contenus multimédias, agenda, revue de presse), mais également à une présence continue sur les réseaux sociaux, la fréquentation du site web de la FEDITOBXL (<http://feditobxl.be>) a continué à s'accroître sensiblement :

Année	Nombre de visites
2017	30 549
2016	27 505
2015	17 843

Lettre d'information

La lettre d'information mensuelle de la FEDITO BXL délivre plus d'informations spécifiques sur les derniers événements ou les dernières activités du secteur, dont, entre autres, l'agenda des conférences, les formations, les offres d'emploi, les publications et la revue de presse internationale.

Les abonnés à cette lettre sont des travailleurs bruxellois, des associations membres ou des personnes directement concernées par les spécificités du secteur.

À ce jour, la lettre d'info mensuelle compte plus de 720 destinataires.

Année	Nombre d'abonnés à la lettre d'info mensuelle
Avril 2018	724
2017	674
2016	648
2015	578

Présence sur les réseaux sociaux

La FEDITO BXL est présente depuis 2013 sur différents réseaux sociaux, afin de donner plus de visibilité aux questions liées à la santé et à la toxicomanie et d'aller également plus vers le grand public. Les personnes qui le souhaitent peuvent ainsi suivre l'actualité du secteur depuis leur réseau social habituel. Connectés à d'autres organismes sur ces canaux, ils deviennent à leur tour sources d'informations et de partages.

Le nombre de personnes recevant les actualités du secteur via ces canaux est plus important que celui qui reçoit la lettre d'information périodique : soit 1 789 abonnés qui reçoivent au jour le jour les informations partagées avec : (chiffres au 10/04/2018)

- 787 sur Twitter : <https://www.twitter.com/feditobxl> ;
- 802 sur Facebook : <https://www.facebook.com/feditobxl> ;
- 200 sur LinkedIn : <http://www.linkedin.com/company/fedito-bxl-asbl>.

Revue de presse / revue de web

La « revue de presse / revue de web » en ligne a été mise en place et est hébergée directement sur le site à l'adresse <http://feditobxl.be/fr/revue/>.

Celle-ci permet d'épingler les informations belges et internationales estimées pertinentes. Toutes les entrées sont associées à des mots clés, ce qui permet de constituer des dossiers thématiques au fil du temps.

Stop 1921

La FEDITO BXL a pris une part active dans la communication autour de la campagne Stop 1921 (voir ci-dessous), à commencer par la réalisation d'un site web dédié (www.stop1921.be), sa maintenance et la publication de nouveaux contenus.

Elle assure également la présence de la campagne sur les réseaux sociaux : www.facebook.com/stop1921 avec 755 abonnés et twitter.com/stop1921 avec 114 abonnés (chiffres au 10/04/2018) ; elle coordonne aussi la diffusion de lettre d'information (892 abonnés au 10/4/2018).

CAMPAGNES D'INFORMATIONS ET DE SENSIBILISATION

Carte blanche « Alcool : à quand une politique cohérente, à quand un plan ambitieux ? »

Avec le soutien d'une dizaine d'associations, la Libre Belgique a publié une [carte blanche](#) le 22 mars, dans laquelle Sébastien Alexandre dénonçait la politique quasi inexistante concernant l'alcool.

Carte blanche « Réglementer le cannabis : non plus « pourquoi », mais « comment » »

Le 31 mars, Le Soir en ligne a publié une [carte blanche sur la réglementation du cannabis](#) dont certains partis politiques ne sont pas en défaveur.

Carte blanche « Lever le Secret professionnel ? Qui veut faire l'ange... »

La FEDITO BXL a cosigné une [carte blanche sur un projet de loi sur la levée du secret professionnel](#) dans certains cas. Cette carte blanche a été publiée le 21 avril dans La Libre.

Tribune internationale

La FEDITO BXL a co-rédigé une [tribune internationale « Les overdoses sont en hausse. Une mobilisation internationale, européenne, nationale et collective s'impose. »](#) publiée simultanément dans les journaux Le Monde, Le Temps et la Libre Belgique le 23 juin (voir ci-dessous).

Carte blanche « Il faut sauver les Maisons médicales ! »

Le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté a publié une [carte blanche](#) sur le moratoire imposé par la Ministre de la Santé suite à l'audit à charge sur le fonctionnement au forfait des maisons médicales. Cette carte blanche a été publiée le 26 novembre dans La Libre Belgique et la FEDITO BXL en a été signataire.

Soutien à la campagne « Support Don't Punish »¹

Cette année encore, la FEDITO BXL a pris part à la campagne « [Support Don't Punish. – Soutenez. Ne punissez pas.](#) » en collaborant à un communiqué de presse et à la journée mondiale d'action du 24 juin 2016.

1 Voir communiqué de presse et affiche Support don't punish en annexe 1.

Cette campagne mondiale est à l'initiative du Consortium International sur la Politique Drogues (IDPC), du Réseau International des Consommateurs de Drogues (INPUD), de l'Association Internationale de Réduction des Risques (HRI) et de l'Alliance Internationale pour le VIH/SIDA.

Elle a pour but de promouvoir de meilleures politiques en matière de drogues qui respectent les droits humains et protègent la santé publique ; elle plaide pour que les gouvernements investissent dans des réponses plus efficaces de réduction des risques pour les usagers de drogues, dans la dépenalisation des usagers de drogues ainsi que dans d'autres lois entravant les services de santé publique.

Le 24 juin, des centaines d'activistes se sont à nouveau rassemblés dans une centaine de villes du monde.

En Belgique, le rassemblement « [Support don't punish. Drogues : ne punissez plus!](#) » s'est tenu au kiosque du Parc Royal de Bruxelles avec des concerts et des stands d'information, entre autres. Modus Vivendi, Bruxelles Laïque, le Centre d'Action Laïque, Prospective Jeunesse, Eurotox, la Liaison Antiprohibitionniste, le CBPS, STOP1921.be et la FEDITO BXL se sont chargés de l'organisation de cet événement festif qui a rassemblé environ six cents personnes. Cette journée a permis également de présenter la campagne #STOP1921 (voir ci-dessous).

ORGANISATIONS D'ÉVÉNEMENTS

Apéroréseaux²

Depuis 2009, les apéroréseaux rencontrent un vif succès ; ils sont organisés dans un service actif en matière de toxicomanies pour et entre professionnels.

Ces rencontres, toujours organisées en partenariat avec Transit (ex CLDB - Coordination Locale Drogues Bruxelles), permettent de découvrir dans un cadre convivial les activités du service accueillant et donnent la possibilité aux travailleurs de se rencontrer et d'échanger sur leurs pratiques. Durant ces rencontres, l'association présente ses activités et répond aux questions des invités. La soirée se clôture autour d'un verre.

En 2017, sept institutions ont été visitées :

- l'Unité Assuétudes du Centre Chapelle-aux-Champs, le 27 mars ;
- Babel (service ambulatoire de l'Equipe), le 20 avril ;
- Interstices du C.H.U. Saint-Pierre, le 18 mai ;
- la FEDITO BXL, le 15 juin ;
- le Pont, le 14 septembre ;
- Transit, le 19 octobre ;
- le CGG Brussel-Houba, le 16 novembre.

Journée d'étude « *Drugs in Brussels 2017* »³

La FEDITO BXL a eu le plaisir d'organiser le 22 février 2017 une journée d'étude intitulée « *Drugs in Brussels 2017 – État des lieux et perspectives* ».

L'objectif de cette journée était de dresser un état des lieux du « phénomène drogues » à Bruxelles, sous un versant politique, épidémiologique, actions et projets en cours.

Cet événement, autant destiné aux travailleurs de terrain qu'aux politiques et aux administrations, a accueilli une petite centaine de personnes.

L'organisation logistique de cette journée a été prise en charge par l'équipe de la FEDITO BXL : design de la journée et de la programmation, contacts avec les orateurs potentiels et organisation de

² Voir carton d'invitation aux apéroréseaux 2017 en annexe 2.

³ Voir programme de la journée « *Drugs in Brussels 2017* » en annexe 3.

l'accueil de ces orateurs, appels d'offres pour les salles, communication, impressions, graphisme, réalisation du budget et du calendrier, gestion des inscriptions, etc.

La FEDITO BXL a eu le privilège d'accueillir comme orateurs : Serge Zombek, Président de la FEDITO BXL ; Michaël Hogge, Chargé de projets scientifiques / épidémiologiques chez Eurotox asbl, Nathanaël Bailly, Analyste à l'Observatoire bruxellois pour la Prévention et la Sécurité ; comme politiques, Baptiste Delhauteur, représentant Monsieur le Ministre-président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort et Vladimir Martens, représentant Madame la, Ministre bruxelloise (Cocof) chargée de la Fonction Publique et de la Politique de la Santé Cécile Jodogne ; Sébastien Alexandre, Muriel Goessens, Directrice de l'asbl Transit, Vinciane Saliez, Chargée de missions chez Transit et Eric Husson, Coordinateur du Projet Lama.

Les présentations et enregistrements de cette matinée sont disponibles [ici](#).

Séminaire « Par-delà la Méditerranée, les interventions autour de l'usage de drogues »

Dans le cadre du projet de coopération belgo-tunisienne (voir ci-dessous), il a été décidé d'organiser un séminaire s'intitulant « Par-delà la Méditerranée, les interventions autour de l'usage de drogues : dialogue entre les pratiques et les développements à Bruxelles et en Tunisie » auquel une trentaine de personnes ont participé dont les experts tunisiens. Ce séminaire s'est tenu le 20 septembre 2017.

La FEDITO BXL a bénéficié d'un subside supplémentaire de la Cocof pour organiser ce séminaire et un rapport d'activité spécifique a été rédigé⁴.

Journée d'étude « Dans l'hôpital, dans la cité : le patient usager de drogues »⁵

Suite au GT Hôpitaux (voir supra), la FEDITO BXL a organisé une journée d'étude intitulée « Dans l'hôpital, dans la cité : le patient usager de drogues » le 24 novembre, qui a accueilli plus de cent personnes issues du secteur de la santé.

L'enjeu de cette journée était de tracer des pistes pour faciliter les prises en charge d'usagers de drogues dans le cadre hospitalier, en coordination avec les acteurs ambulatoires.

Les orateurs qui y ont pris part étaient : Lucy Dever (MASS de Bruxelles et Interstices C.H.U. Saint-Pierre), Kéren Serste (Titeca) , Jean-Michel de Herde (Infor-Drogues), François Poncin (Réseau Hépatite C), Denis Hers (Addictions asbl et Cliniques de l'Europe site Saint-Michel), Frédéric Loboz (Interstices C.H.U. Saint-Pierre), Catherine Hanak (C.H.U. Brugmann), Virginie Laval (L'Ambulatoire-Forest), Florence Cordi (La Trace), Sylvie Blondel (Sanatia et Centre médical Enaden), Janaïna Benoît (Unité alcoologique du C.H.U. Brugmann) et Emilia Bogdanowicz (Le Pélican).

Tous les documents et enregistrements de la journée sont disponibles [en ligne](#).

4 Voir programme et rapport d'activités du séminaire « Par-delà la Méditerranée, ... en annexe 4.

5 Voir programme de la journée « Dans l'hôpital, dans la cité : le patient usager de drogues » en annexe 5.

RECHERCHES

PROJETS BELSPO ET ERANID

Le Service des Programmes de Recherches de la Politique scientifique fédérale (BELSPO) organise le Programme fédéral Drogues. Par les recherches scientifiques qu'il met en œuvre, ce programme appuie la Politique intégrale et intégrée en matière de drogues dont s'est dotée la Belgique le 25 janvier 2010, dans le cadre de la mise en œuvre de la Note de politique fédérale Drogues de 2001. L'une des priorités de cette politique globale et intégrée est de s'appuyer sur l'expertise et les connaissances scientifiques en vue de fonder la prise de décision.

Chaque année, la cellule « Recherche et information scientifique » de la Cellule Générale de Politique Drogues (CGPD), organe chargé de la mise en œuvre de la politique belge en matière de drogues, fixe un plan de travail et des thématiques devant faire l'objet de recherches. Le BELSPO met en place des appels à projets destinés aux centres de recherche, et assure ensuite leur suivi lors de leur réalisation.

Par ailleurs, BELSPO prend part au projet ERANID (European Research Area Network en Illicit Drugs) qui est un réseau européen visant à coordonner les programmes des agences de recherches en Europe. Il a été fondé par six pays : Pays-Bas, Italie, France, Grande-Bretagne, Portugal, Belgique. Ce réseau porte le focus sur les drogues illégales, l'alcool pouvant être étudié dans le cadre de polyconsommations.

Depuis 2013, la FEDITO BXL soutient ce projet à différents niveaux et différentes thématiques ont été étudiées : la prévention et la promotion de la santé, la réduction des risques, le bas seuil et la précarisation de la société, la réinsertion et la réhabilitation, les prisons et le suivi post-carcéral, les nouveaux dispositifs et les nouvelles méthodologies, le système d'aide et de soins et la politique drogues / dépendances, les recherches et l'épidémiologie. En 2017, Sébastien Alexandre a intégré les différents comités scientifiques des projets suivants :

Projet ALAMA

Le projet ALAMA : « A Longitudinal And Momentary Analysis in the European nightclub scene » vise à mener une étude sur la vie nocturne dans cinq pays européens : la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Cette étude a pour but de connaître la consommation d'alcool et/ou de drogues, ainsi que les expériences des personnes qui fréquentent des boîtes de nuit, festivals, raves, ... et qui ont répondu à cette enquête. La FEDITO a participé à la traduction française de cette étude.

Projet GEN-STAR

Le projet GEN-STAR : « Genre, prévention et traitement de l'alcoolisme et des toxicomanies » vise à mieux cerner la dimension du genre dans la prévention et le traitement de l'alcoolisme et des toxicomanies et à identifier les obstacles que rencontrent plus spécifiquement les femmes dans ces situations.

La FEDITO BXL a continué à faire partie du comité d'accompagnement et à aider à l'identification des associations qui ont des démarches spécifiques de prévention et de traitement de l'alcoolisme et/ou de la toxicomanie pour le genre féminin. Le projet a été reconduit et un poster a été présenté lors du « Lisbon Addictions » d'octobre 2017 (voir ci-dessous).

Projet PROSPER

Le projet PROSPER (PRocess and Outcome Study of Prison-basEd Registration points) a évalué les Points Centraux de Contact d'Orientation et d'Accompagnement (PCOA) en Belgique pour les usagers de drogues incarcérés à Bruxelles (Le Prisme), en Flandre (Centraal Aanmeldpunt voor Druggebruikers) et en Wallonie (Step by Step). Jusqu'à présent, aucune évaluation scientifique de ces PCOA n'avait été réalisée.

L'étude était triple : examiner le fonctionnement des PCOA et les résultats sur les trajectoires des personnes par rapport à l'offre thérapeutique, ainsi que les résultats liés au traitement (motivation, accroche au traitement, santé, fonctionnement psychosocial et récidive) ; documenter la perception des PCOA par les différents acteurs impliqués (personnel des PCOA, participants des PCOA, personnel des établissements pénitentiaires, services de traitement, ...) quant à leur fonctionnement ; et formuler des recommandations politiques par rapport au maintien, au développement et/ou à l'aménagement des activités des PCOA.

Les activités des PCOA se caractérisent par des interventions brèves auprès des personnes incarcérées confrontées à des problèmes de consommation de drogues et un travail de mise en relation des établissements pénitentiaires avec des services de traitements spécialisés.

Malheureusement, ces PCOA ont fermé récemment. Il est pourtant indiqué explicitement dans la stratégie européenne en matière de drogues (2013-2020), qu'une attention particulière doit être portée au renforcement et à l'extension de soins de qualité pour les usagers de drogues dans les prisons afin d'atteindre un niveau de soins équivalent à ce qui est proposé dans la communauté. La Loi de principe (M.B. 1^{er} février 2005) prévoit également le droit aux soins de santé en détention et le principe d'équivalence entre les soins de santé dans la communauté et ceux en milieu carcéral, mais cette loi n'est toujours pas d'application.

Le BELSPO et l'UGent, en partenariat avec le SPF Santé Publique et le SPF Justice, ont présenté les [résultats](#) de la recherche et les recommandations à l'attention des acteurs de terrain et des décideurs politiques, lors d'une journée d'étude le 19 janvier 2017, à laquelle Sébastien Alexandre a pris part.

Le rapport donne une évaluation positive des PCOA. Les constats montrent la valeur et l'importance des points de contact au regard des trois objectifs de l'étude. La continuation, et idéalement le développement des PCOA sont également recommandés, avec deux aspects primordiaux dans la réussite de leur fonctionnement : le secret professionnel et l'expertise spécifique aux prestations d'aide aux usagers de drogues, indépendante et autonome. Les chercheurs déplorent le manque d'offre cohérente et de qualité des prestations d'aides. Ils pointent aussi le manque important d'accompagnement après l'incarcération.

Projet SOCPREV

La FEDITO BXL a participé au comité d'accompagnement du projet SOCPREV (Prévention Sociale de la Délinquance liée aux Drogues) qui entendait combler le manque de connaissance et de recherche sur la prévention sociale de la délinquance liée aux drogues, ainsi que fournir des réponses aux interrogations politiques quant à l'effectivité, l'impact et l'efficacité des initiatives existantes qui concernent la délinquance liée aux drogues mais aussi par rapport à leur aptitude à diminuer cette délinquance (économico-compulsive et systématique).

Les objectifs de cette étude étaient doubles :

- esquisser un état des lieux des meilleures pratiques ou des pratiques les plus prometteuses au niveau (inter-)national pour le suivi des programmes de prévention sociale de la délinquance (économico-compulsive et systématique) liée aux drogues ;
- analyser empiriquement les projets belges existants et fournir des lignes directrices en vue du suivi et de l'évaluation des programmes de prévention sociale de la délinquance liée aux drogues, plus particulièrement en ce qui concerne la délinquance économique-compulsive et systématique.

Une évaluation des initiatives et un résumé des résultats et des recommandations politiques qui en découlent ont été publiés [ici](#). Une matinée d'étude est également organisée le 16 janvier 2018.

APPELS KCE

La FEDITO BXL a introduit ou proposé à certains partenaires d'introduire différentes thématiques de sujets d'études auprès du Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) : en 2017, l'organisation des soins de santé dans les prisons belges, a été proposée par la FEDITO BXL et le GT Prisons y a apporté sa contribution. Une synthèse des résultats se trouve [ici](#).

POLITIQUE DROGUES

AU NIVEAU RÉGIONAL

Politique Drogues et Plan Drogues

L'OEDT (Observatoire Européen des Drogues et Toxicomanies) invite les États membres de l'UE à développer des politiques drogues implémentées via des plans d'actions. La Belgique jouit d'une politique drogues, mais pas de plan drogues. Qui plus est, la régionalisation a donné à Bruxelles un rôle particulier dans la définition de sa politique et de son plan drogues. Etant donné la coexistence de différentes autorités compétentes, la FEDITO BXL a élaboré en 2015, avec Transit (ex CLDB) et la FEIAT (Fédération des Employeurs des Institutions Actives en Toxicomanie), une Politique et un Plan Drogues pour Bruxelles. Elle est activement et pleinement dédiée à sa mise en place.

La Politique Drogues définit, sur un long terme et dans ses grands principes, l'offre nécessaire pour répondre aux besoins des personnes usagères de drogues (légales et illégales) et/ou développant des comportements d'addictions.

Le Plan Drogues concrétise cette politique, en proposant cent actions qui se veulent mesurables et vérifiables sur un terme s'étendant de 2016 à 2019. Ces 100 actions rendent ainsi compte de la diversité du secteur et des articulations qu'il entretient et développe avec de nombreux secteurs connexes.

Ce document a l'ambition de contribuer à l'élaboration du Plan Santé Bruxellois et du Plan de Sécurité et de Prévention. Il se veut évolutif et est consultable sous le lien [Politique et Plan Drogues](#), car il est continuellement travaillé, et ce notamment, dans les différents groupes de travail instaurés par la FEDITO BXL (voir supra).

Plan Overdoses⁶

Suite à l'arrivée d'opioïdes de synthèse en Belgique et particulièrement du Fentanyl, Modus Vivendi a décidé de proposer un plan d'action « overdoses » que la FEDITO BXL a soutenu. Ce Plan a été envoyé à la Cellule Drogues des entités fédérées.

Une tribune internationale sur le thème des overdoses a également été publiée (voir ci-dessous).

Rapport sectoriel⁷

Comme tous les cinq ans, la FEDITO BXL a rédigé un rapport d'activités du secteur toxicomanie.

Les points mis en avant étaient entre autres, l'harmonisation des missions avec cinq missions transversales (accueil – prévention et réduction des risques – soins – accompagnement – formation, liaison et fédération), la demande d'évolution législative, le manque de moyens pour les multi-pratiques et les spécificités qui prennent énormément de temps, l'adéquation du grand public, la communication au niveau des fédérations, l'information, le lobbying, ...

AU NIVEAU NATIONAL

Propositions pour une politique globale et intégrée en matière d'alcool⁸

Suite à l'étude publiée du KCE « Comment favoriser le recours à l'aide en cas de consommation problématique d'alcool ? » qui a rappelé qu'en Belgique, près de 10 % des plus de 15 ans ont une consommation d'alcool qualifiée à risque, un groupe interministériel spécifique a été mis en place au sein de la Cellule Générale de Politique Drogue afin de rédiger un nouveau Plan Alcool. En effet, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) recommande l'élaboration de Plans Alcools nationaux afin de limiter les problématiques liées à la consommation d'alcool.

6 Voir Plan Overdoses 2017 en annexe 6.

7 Voir rapport sectoriel 2017 en annexe 7.

8 Voir propositions en annexe 8.

En 2017, la FEDITO BXL avait été entendue comme experte et, comme cette initiative correspond à l'action 98 du Plan Drogues « Rédiger et appliquer un plan alcool fédéral », elle avait décidé de présenter des propositions qui favoriseraient une politique globale et intégrée en matière d'alcool.

Malheureusement, la Ministre Maggie De Block a appliqué certaines mesures concernant l'alcool mais avec trop peu de concertation avec les entités fédérées et services spécialisés, ce qui a donné lieu à une carte blanche publiée par le groupe porteur « Jeunes, alcool & société » et intitulée [« Plan alcool : De Block lance un écran de fumée. »](#) .

Stop 1921

La loi belge sur les stupéfiants de 1921 a presque cent ans et s'avère dépassée en de nombreux domaines, sachant qu'elle s'organise autour de la criminalisation des consommateurs de drogues. Criminalisation obsolète et qui empêche le déploiement de stratégies de santé publique pourtant nécessaires.

C'est pourquoi, la FEDITO BXL, la Liaison antiprohibitionniste et Bruxelles Laïque, ont décidé d'organiser la campagne « Stop 1921 » qui vise à sensibiliser les politiques et l'opinion publique sur la nécessité de moderniser les politiques drogues en Belgique, dont le cadre législatif est fixé par cette loi du 24 février 1921.

Cette campagne a débuté en 2016 et continuera jusqu'en 2021 afin de parvenir à l'organisation d'un débat de société sur la question de la loi de 1921.

La FEDITO BXL a pris une part active dans la communication autour de cette campagne (voir supra).

L'ouverture du [site web](#) et le lancement officiel de la campagne #STOP1921 ont eu lieu en février 2017 ; cette plateforme citoyenne veut ouvrir le débat, avec pour objectifs de :

- rassembler pour dire non à la criminalisation des consommateurs de drogues ;
- concentrer et promouvoir les connaissances sur les effets positifs de la décriminalisation ;
- mobiliser les moyens nécessaires pour obtenir la modification de la loi.

Une [boutique en ligne](#) (badges, stickers, ...) permet de soutenir la campagne.

La journée « [Drogues : ne punissez plus!](#) » (voir supra), organisée par la plate-forme associative Support Don't Punish Belgique, le 24 juin au Parc Royal, a été l'occasion de présenter la campagne au grand public. Un [communiqué de presse](#) l'avait précédée et a suscité un [article dans la Libre](#) et un [reportage sur la RTBF](#).

Une [séance plénière](#) s'est tenue le 23 novembre où étaient présents les fédérations et centres spécialisés, mais aussi des citoyens concernés par la politique drogues belge.

Soutien au recours sur la Loi psychothérapie

À l'encontre des négociations de 2014 qui avait abouti à une loi – loi qui aurait dû entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2016 – qui reconnaissait les psychologues et donnait un cadre légal à la psychothérapie, la Ministre De Block a modifié de manière substantielle le statut des psychothérapeutes et a fait passer cette nouvelle loi fin juillet 2016. Dorénavant, les psychothérapeutes ne disposant pas d'un diplôme en médecine, psychologie ou orthopédagogie, allaient se retrouver dans l'impossibilité d'exercer leur profession sans la supervision d'un tiers.

Dès lors, des coupes se sont organisées afin d'entamer un recours en annulation auprès de la Cour Constitutionnelle. La FEDITO BXL a donc décidé de rejoindre, entre autres, La Ligue bruxelloise francophone pour la santé Mentale (LBFSM), la Fédération des Maisons Médicales (FMM) et la Fédération Laïque des Centres de Planning Familial (FLCPF) afin de consulter un avocat, de regrouper les témoignages individuels et institutionnels et d'introduire un recours en annulation. Ce [recours](#) ainsi que six autres ont été introduit fin janvier 2017.

Les plaidoiries se sont déroulées le 13 décembre à la Cour Constitutionnelle, et notre avocat, Maître Uyttendaele a axé sa plaidoirie sur l'absence de définition de ce que sont les actes pouvant être posés

ou non et en mettant en avant l'insécurité que cela procure aux professionnels et sur le déséquilibre entre les professions LEPPS (Loi du 10 mai 2015 relative à l'Exercice des Professions des Soins de Santé) et les non LEPPS. Il a ensuite lu certains témoignages pour illustrer ses propos. La décision de la Cour adviendra en 2018.

Recours contre l'Arrêté Royal réglementant les substances stupéfiantes, psychotropes et soporifiques

Suite à l'Arrêté Royal publié le 26 septembre 2017 au Moniteur Belge sur la réglementation des substances stupéfiantes, psychotropes et soporifiques, la FEDITO BXL a décidé de réagir en publiant d'abord un [édito](#) et en introduisant ensuite un recours en annulation auprès du Conseil d'État, des dispositions posant difficulté au secteur spécialisé et à ses partenaires. Les associations Infor-Drogues, Modus Vivendi et les médecins Claire Rémy et Dominique Lamy, se sont joints à la FEDITO.

En effet, encore une fois, la société civile n'a ni été consultée, ni informée de ces changements de réglementation, changements dont certains entraînent d'importantes insécurités juridiques, voire remettent en question une politique drogues basée sur la santé publique.. Le recours⁹ a été introduit fin novembre 2017.

La publication d'un [communiqué de presse « La société civile européenne condamne la Belgique pour sa politique drogues »](#) a suivi. Communiqué dans lequel l'EU Civil Society Forum on Drugs regrette que la société civile n'ait pas été consultée quant à la rédaction de cet arrêté royal malgré les recommandations européennes avalisées par tous les Etats membre de l'EU dont la Belgique.

Soutien à la matinée d'études « Légaliser, réguler, soulager : le cannabis dans tous ses états »

Le 15 novembre, le Centre d'études Jacques Georgin de DéFI, a organisé une matinée d'études « Légaliser, réguler, soulager : le cannabis dans tous ses états » dont le programme se trouve [ici](#). La FEDITO BXL a soutenu ce colloque et Sébastien Alexandre y a participé en présentant « Cannabis : état des lieux, mise en perspective, pistes de régulation »¹⁰.

Soutien à la conférence « La légalisation du cannabis : inéluctable évolution »

Le 5 décembre, Sébastien Alexandre a proposé le même exposé sur le « Cannabis : état des lieux, mise en perspective, pistes de régulation » lors d'une conférence organisée par le Cercle des étudiants libéraux de l'ULB dont le titre était [« La légalisation du cannabis : inéluctable évolution ? »](#).

AU NIVEAU INTERNATIONAL

60ème Session de la Commission des Stupéfiants (CND)

Pour rappel, la Commission des Stupéfiants ou CND (Commission on Narcotic Drugs) est le principal organe de prise de décisions au sein du système international des Nations Unies pour le contrôle des drogues ; elle se réunit chaque année à Vienne.

La [60ème Session de cette Commission](#) s'est tenue du 13 au 17 mars et suivait l'UNGASS (United Nations General Assembly Special Session) consacrée aux drogues d'avril 2016 à New York. Le bilan de cet UNGASS 2016 étant assez mitigé, la participation de la FEDITO BXL s'avérait cruciale, en ce que la société civile a un rôle particulier quant à l'application concrète des résultats engrangés. La FEDITO assure le relais auprès des autorités bruxelloises voire fédérale, d'autant plus qu'elle est membre de l'European Civil Society Forum on Drugs et que cela rentre dans le respect de l'[action 86 du Plan Drogues bruxellois](#).

Avec ses collègues de la société civile mondiale, la FEDITO BXL a pu prendre part aux débats et faire part de ses recommandations en faveur d'évolutions fortes des politiques drogues : en faveur du respect des droits de l'homme, de l'abolition de la peine de mort pour les faits liés aux drogues, de la

⁹ Voir recours en annexe 9.

¹⁰ Voir la présentation en annexe 10.

pleine reconnaissance de la plus-value de la réduction des risques, mais aussi de la nécessité de visiter des alternatives au régime actuel.

Sébastien Alexandre a participé à ces débats le 14 mars 2017 et a pu échanger avec ses coreligionnaires issus des différents pays du monde, et ce, afin de déterminer les modalités permettant de faire évoluer les politiques drogues nationales et internationales. Ces échanges ont aussi permis de baliser les actions à mener en vue de l'UNGASS 2019 où les Nations-Unies seront amenés à revoir leur plan stratégique pour 2020-2029.

La FEDITO BXL a bénéficié d'un subside complémentaire de la Cocof pour envoyer son directeur à Vienne et un rapport d'activité spécifique a été rédigé¹¹.

Lisbon Addictions

La conférence européenne [« Lisbon Addictions »](#) qui s'est tenue du 24 au 26 octobre, s'est consacrée aux comportements d'addictions et aux dépendances. Sébastien Alexandre y a assisté et ce qui, pour lui, en est ressorti, ce sont les mots « safe and legal » et l'apparent paradoxe de lutter en même temps contre overdoses et dépendances aux opiacés. En effet, l'illégalité reste le premier déterminant de mauvaise santé et de mauvaise inclusion des usagers de drogues. Et l'Europe est confrontée, en même temps, à l'apparition d'opiacés clandestins plus dangereux que de coutume, et l'accroissement des prescriptions d'opiacés médicaux. Selon les recommandations du [guide européen des bonnes pratiques en matière de drogues](#), il est nécessaire d'en même temps réduire les prescriptions de médicaments opiacés pour limiter les dépendances médicamenteuses, et assurer l'accès aisé aux traitements de substitution aux opiacés (ainsi que de développer des salles de consommation à moindre risque, l'accès à la naloxone, etc.) pour limiter les morts liées à l'usage d'opiacés. Il s'agit en fait de trouver un juste équilibre entre ces deux champs de solutions à développer.

Déclaration « Pas d'élimination sans dépénalisation ! »

À l'occasion du second Sommet mondial des hépatites de Sao Paulo, une large coalition d'organisations de patients, soignants, chercheurs et experts en santé publique a voulu rappeler que l'élimination des hépatites virales ne sera réalisable que par l'accès effectif des personnes usagères de drogues aux services de prévention et aux traitements. [Une déclaration commune](#) y a été lue le 2 novembre, la FEDITO BXL a fait partie des signataires.

Journée d'étude « Europe's Action Plan on Drugs : Cooperation and collaboration for the Reduction of Demand and Supply »

Le 7 novembre, le Public Policy Exchange a organisé une [journée d'étude consacrée au Plan d'action européen sur les drogues](#), présidée par la FEDITO BXL. Pour rappel, ce Plan d'actions a été proposé par la Commission Européenne, alimenté par l'EU Civil Society Forum on Drugs (dont la FEDITO BXL est membre) et avalisé par les États membres. Une des conclusions de cet événement, proposée par Sébastien Alexandre, était que « We're all drugs policy makers », c.-à-d. l'application de politiques drogues centrées sur la santé publique dépend de l'alliance stratégique entre politiques et administrations, société civile, et centres de recherches.

11 Voir rapport d'activités de la CND en annexe 11.

ÉCHANGES INTERSECTORIELS, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

En 2017, la FEDITO BXL a continué de renforcer des liens avec les membres du secteur ainsi qu'avec des partenaires plus éloignés belges, européens et/ou internationaux, pour ce faire elle est membre :

- correspondant du BSI (Brussels Studies Institute), qui est la plateforme de recherches universitaires sur Bruxelles ;
- de la CAAP (Concertation des Associations Actives en Prisons) ;
- du CBCS (Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique) ;
- du CBPS (Centre Bruxellois de Promotion de la Santé) ;
- du Comité d'Accompagnement du projet Housing First Brussels ;
- de la FASS (Fédération des Associations Sociales et de Santé) ;
- du FBLP (Forum Bruxellois de Lutte contre la Pauvreté) ;
- de la PFCSM (Plate-Forme de Concertation pour la Santé Mentale) ;
- du RML-B (Réseau Multidisciplinaire Local de Bruxelles) ;
- de la SISD Bruxelles (Service Intégré de Sons à Domicile – Bruxelles) ;
- du Correlation Network (European Network Social Inclusion & Health) qui œuvre à l'inclusion sociale, à la santé et à la qualité de vie des groupes vulnérables et marginaux ;
- du CSFD (European Civil Society Forum on Drugs) qui fait le lien entre la société civile et la Commission Européenne ;
- de l'IDPC (International Drug Policy Consortium) ;
- de l'ISSDP (International Society for the Study of Drug Policy) ;
- du VNGOC (Vienna Non-Governmental Organization [NGO] Committee on Drugs) qui a permis d'inscrire davantage le secteur dans des réflexions liées aux politiques drogues et à l'UNGASS ;
- la FEDITO BXL a obtenu le [statut consultatif auprès de l'ECOSOC](#) (Economic and Social Council) au sein de l'[ONUUDC](#) (United Nations Office on Drugs and Crime).

Les différents colloques internationaux ainsi que la revue internationale « Addiction(s) : recherches et pratiques » ont encore raffermi les liens avec la FEDITO wallonne, la Fédération Addiction (France), le Centre de Recherche et d'Aide pour Narcomanes (CRAN - Canada), la Société Suisse de Médecine de l'Addiction (SSAM -Suisse), le Collège Romand de Médecine de l'Addiction (COROMA – Suisse), le Groupement Romand d'Etudes des Addictions (GREA – Suisse) et l'Association Marocaine d'Addictologie (AMA – Maroc).

Toutes ces représentations et articulations ont pour but d'influer sur les politiques drogues et les politiques sociales et de santé, en Europe, en Belgique et à Bruxelles, et ce, afin de bénéficier aux acteurs de terrain bruxellois réunis au sein de la FEDITO BXL, et aux publics auxquels ils s'adressent.

ÉCHANGES INTERSECTORIELS

Projet BOOST

A l'appel à projets-pilotes « Chronic Care » lancé par le SPF Santé publique, en vue de développer des projets de Soins intégrés en faveur des malades chroniques, la FEDITO BXL avait répondu positivement avec le projet « Go West ! », qui devait permettre de penser les soins à partir du patient et de ses besoins.

Ce projet n'ayant malheureusement pas été retenu par le SPF Santé publique, la FEDITO BXL a intégré le projet « BOOST » (Better Offer and Organization thanks to the Support of a Tripod model)

qui vise à améliorer la réponse aux besoins des personnes malades chroniques, et ce, tout au long de leur parcours. Construit à partir des besoins et de la demande des patients ainsi que de leurs proches, le projet a pour objectif d'apporter les soins, l'aide et le soutien nécessaires dans un contexte de proximité. Il se concentre sur les communes de Bruxelles, Saint-Gilles et Saint-Josse-ten-Noode.

Projets 107

A la demande du SPF Santé Publique, les projets 107 doivent intégrer en leur sein des représentants du secteur assuétudes, en l'occurrence la FEDITO BXL pour Bruxelles, la FEDITO wallonne pour la Wallonie et le VAD (Centre flamand de l'expertise sur l'alcool et les autres drogues) pour la Flandre.

Dans ce cadre, la FEDITO BXL représente toujours le secteur assuétudes au sein des comités stratégiques de réseaux des projets Psy 107 Bxl-Est, Hermès + et d'un réseau bruxellois commun.

Inter-fédération ambulatoire

La FEDITO BXL participe toujours aux réunions de l'IFA (Inter-fédération ambulatoire) qui est composée des organismes sectoriels de représentation et de coordination agréés par le décret ambulatoire. Ces réunions sont coordonnées par le CBCS (Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique).

Les sujets traités en 2017 étaient, entre autres, la programmation, un canevas commun des rapports d'activités, une ordonnance sans-abri, une carte blanche sur le secret professionnel (voir supra), le rapport sectoriel et la DEQ collective sur le projet de Maison des Fédérations.

Centrale d'achats – Regroupement d'associations

La Fedito Bxl s'est réunie avec les membres de la FEIAT et de la CLDB pour discuter d'une possible centrale d'achats afin de faire des économies d'échelle pour l'achat groupé de fournitures et le partage de certains services (nettoyage, secrétariat social, informatique, etc.). Le regroupement d'associations a également été évoqué mais sous certaines conditions (pas de perte d'emploi, maintien de l'autonomie et de la spécificité de chacun, ...).

ÉCHANGES NATIONAUX

iDA (Information sur les Drogues et l'Alcool) asbl

Josette Bogaert, Présidente de la FEDITO BXL et Sébastien Alexandre font partie du Conseil d'administration de l'asbl iDA qui regroupe les deux FEDITO's bruxelloise et wallonne et le VAD.

L'implication de la FEDITO BXL au sein d'iDA reste indispensable malgré la régionalisation de la santé, vu les retombées positives pour les services de terrain.

En 2017, l'asbl iDA a continué à coordonner le projet liaison/urgences qui, pour rappel, concerne la détection et l'intervention brève chez des patients ayant un problème d'alcool dans les services d'urgence. iDA coordonne également un projet de guide d'aide alcool grossesse et a introduit une proposition de projet Fedasil.

La Cellule Générale Politique Drogues a poursuivi les réunions de concertations avec les trois coupoles régionales qui profitent d'iDA pour se coordonner préalablement.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Visites

Visite d'étudiants de l'Université du Kentucky

Au mois de mai, la FEDITO BXL a accueilli des étudiants en médecine et/ou psychologie de l'Université du Kentucky qui suivaient un master en rapport avec la toxicomanie. Ceux-ci désiraient visiter certaines de nos associations membres, dont Interstices C.H.U. Saint-Pierre, la Liaison

antiprohibitionniste et la MASS de Bruxelles. Ces visites d'une journée avaient pour but de réaliser concrètement les différences entre les États-Unis, la Belgique et les Pays-Bas.

Projet de coopération bilatérale Belgique Tunisie

Le projet de coopération belgo-tunisien a été reconduit en 2017 et la FEDITO BXL a reçu un subside des Relations internationales de la Cocof, afin d'échanger autour des problématiques alcool, drogues et addictions. Il a été décidé de prolonger le séjour des tunisiens pour permettre une immersion réelle.

Une délégation de quatre représentants tunisiens venant du Centre Mahmoud Yacoub d'Assistance Médicale Urgente (CMYAMU), de l'Office National de la Famille et de la Population, de l'Hôpital psychiatrique RAZI et de l'Association Tunisienne d'Information et d'Orientation sur le SIDA (ATIOST), s'est donc rendue à Bruxelles du 19 au 29 septembre et a bénéficié d'immersion dans différents services : C.A.T.S., Transit, Projet Lama, L'Equipe, Centre médical ENADEN et Médibus.

Un séminaire « Par-delà la Méditerranée, les interventions autour de l'usage de drogues » (voir supra) a été organisé au début de leur séjour.

Ces échanges se sont révélés extrêmement enrichissants pour les participants des deux pays et un rapport d'activités spécifique a été rédigé¹² ainsi qu'un [article](#) dans La Lettre Wallonie-Bruxelles en Tunisie (pages 18-19). Ce projet a été reconduit en 2018.

Colloques

Sommet francophone sur la réduction des méfaits liés aux drogues et 25ème Conférence Internationale de Réduction des Méfaits HR17

L'Association des Intervenants en Dépendance du Québec a organisé en partenariat avec la FEDITO BXL, Modus Vivendi, la Fédération Addiction (France) et le Groupement Romand d'Études des Addictions (GREAA – Suisse), le [premier Sommet francophone sur la réduction des méfaits liés aux drogues](#) dont le but était de promouvoir la réduction des méfaits, faire progresser les politiques et les débats publics sur le sujet et surtout se doter d'une vision élargie des paradigmes et de l'acceptabilité sociale.

Sébastien Alexandre y a animé une table ronde sur « La réduction des risques : élargissement du paradigme » et a pris part à la conclusion du Sommet avec l'AIDQ et les autres partenaires francophones intitulée « Ce qui nous unit – Pour une collaboration en réduction des méfaits au sein de la francophonie ».

Ce Sommet s'est tenu à Montréal le 13 mai en marge de la [25ème Conférence Internationale sur la réduction des méfaits HR17](#) qui avait lieu du 14 au 17 mai. Le thème de cette Conférence bisannuelle était au « Au Coeur de la Solution » et est considérée comme le point de convergence mondial pour le partage des connaissances, le réseautage et la promotion des meilleures pratiques dans le domaine de la réduction des méfaits liés aux drogues.

Tant pour son rôle de partenaire du Sommet que pour le caractère international de la Conférence HR17 et la possibilité d'accroître ses connaissances et le réseautage, la présence de la FEDITO BXL était indispensable.

La FEDITO BXL a bénéficié d'un subside complémentaire de la Cocof pour l'envoi de Sébastien Alexandre à Montréal avec la rédaction d'un rapport d'activités spécifique¹³.

7èmes Journées Nationales de la Fédération Addiction

Pour la septième année consécutive, la Fédération Addiction française a organisé ses Journées Nationales. Le thème de cette édition était « [Addictions : des régulations des uns, dérégulations des autres...](#) » Elles se sont déroulées au Havre les 8 et 9 juin.

Chaque année, ces Journées réunissent près d'un millier de participants issus du secteur médico-social-sanitaire et constituent un événement majeur de l'addictologie française, offrant un espace unique

¹² Voir rapport tunisien de mission à Bruxelles en annexe 12.

¹³ Voir rapport d'activités HR17 en annexe 11.

d'échanges et de retours d'expériences sur les pratiques professionnelles. Les Journées se divisent toujours en plénières, conférences et ateliers.

En tant que partenaire régulier de la Fédération Addiction, Sébastien Alexandre a animé une table ronde sur les avancées internationales liées au cannabis avec des intervenants français, canadiens et suisses.

La FEDITO BXL a bénéficié d'un subside complémentaire de la Cocof et un rapport d'activité spécifique a été rédigé¹⁴.

Projets

Revue francophone internationale

Fin 2016, la Fédération française Addiction a lancé une nouvelle revue annuelle : [Addictions : recherches et pratiques](#), en collaboration avec plusieurs partenaires francophones : la FEDITO BXL, l'Association des Intervenants en Dépendance du Québec (AIDQ), le Groupement Romand d'Études des Addictions (GREA) suisse et Recherche et Intervention sur les Substances Psychoactives (RISQ) du Québec.

Sébastien Alexandre a intégré le comité de rédaction de cette revue internationale dont le premier numéro avait pour thème la réduction des risques. Thème qui s'était logiquement imposé à l'approche de la 25ème Conférence internationale sur la RdR (HR17) qui s'est déroulé à Montréal en mai 2017 et au Sommet francophone sur la réduction des méfaits liés aux drogues qui l'a précédée. Séminaire dont Sébastien Alexandre et Catherine Van Huyck de l'asbl Modus Vivendi ont intégré le comité de pilotage (voir point précédent).

Le [second numéro](#), paru fin décembre 2017, s'est penché sur les consommateurs, usagers de soins et citoyens.

Tribune internationale

En collaboration avec la Fédération française Addiction, le Groupement Romand d'Études des Addictions (GREA) suisse et Addiction suisse, la FEDITO BXL a co-rédigé une [tribune internationale « Les overdoses sont en hausse. Une mobilisation internationale, européenne, nationale et collective s'impose. »](#). Cette tribune a été publiée simultanément dans les journaux Le Monde, Le Temps et la Libre Belgique le 23 juin. Elle désire dénoncer l'augmentation des overdoses dans le monde, alerter l'opinion publique internationale et mobiliser les États Membres de l'Union Européenne afin qu'ils appliquent le plan d'action drogues 2017-2020.

Soutenu par la FEDITO BXL, Modus Vivendi a publié un plan d'actions overdoses (voir supra).

Soutien à Alcochoix+

[Alcochoix+](#) est un programme de prévention secondaire basé sur l'approche cognitivo-comportementale et la motivation. Il offre à la population en situation de risque la possibilité de mettre en place des stratégies pour modifier son comportement afin d'éviter les problèmes liés à la consommation d'alcool.

À l'origine, ce programme a été développé au Québec par le RISQ (Recherche et Intervention sur les Substances psychoactives du Québec) avec l'aide de leur Ministère de la Santé publique et des Services Sociaux (MSSS) qui en détient les droits d'auteur.

Un Consortium International francophone s'est créé, pour permettre d'étendre et d'adapter l'usage de cet outil à d'autres pays. Le MSSS québécois a accepté d'en léguer les droits pour permettre cette extension et cette adaptation. Ce consortium regroupe le RISQ (Québec), le GREA (Suisse), la Fédération Addiction (France) et la FEDITO BXL, chacune des parties ayant demandé à ses autorités compétentes une participation au financement de l'extension de l'outil.

La FEDITO BXL a bénéficié d'un subside complémentaire de la Cocof pour la participation à la formation de membres et l'impression de guides et cahiers. À la fin de la formation, les participants

14 Voir rapport d'activités des Journées Nationales en annexe 11.

sont capables de délivrer complètement le programme Alcochoix+ et plus particulièrement d'identifier les patients consommateurs d'alcool susceptibles de bénéficier du programme Alcochoix+, d'établir le portrait exact des habitudes de consommation des patients, d'aider les patients à identifier les situations qui favorisent l'impulsion à consommer et de les aider à mettre en place des stratégies de contrôle de leur consommation journalière et hebdomadaire. Le Pélican et Univers Santé y ont participé.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Comme chaque année, ce rapport est loin de rendre compte de l'ensemble du travail fourni tout au long de l'année : contacts multiples aux niveaux local, régional, national ou international ; orientation des demandes ; présence à différentes réunions de concertation ; formations, conférences et présentation de projets ; recherches d'informations ; écriture d'opinions ; lancement de campagnes ; mais aussi projets avortés ou débats sans suite, etc.

Les perspectives de reconnaissance et de financement se clarifient peu à peu, et lèvent le flou qui prévalait juste après la régionalisation des compétences. Les opérateurs en promotion de la santé ont pu participer à un appel à projets pour des agréments de trois ou cinq ans selon les missions. Quant aux dispositifs ex-INAMI ayant choisi de s'inscrire dans un cadre Cocom, l'OIP Iriscare est en cours de constitution.

Bruxelles compte de nombreuses bonnes pratiques en réponse aux problématiques drogues, alcool et dépendances, mais, au-delà de poches de précarité, bute encore sur deux limites : d'abord, il est nécessaire de mettre toujours davantage de liant entre les différents dispositifs existants, en intra et intersectoriel ; ensuite, il est nécessaire d'augmenter le tissu existant de nouveaux dispositifs, répondant à certaines problématiques encore ignorées aujourd'hui.

L'année 2017 a permis de travailler davantage à la mise en place d'une Politique Drogues bruxelloise qui vise entre autres à conscientiser le politique, l'administration ainsi que le grand public.

Concrètement, un des projets phares aura sans doute été le lancement de la campagne STOP 1921, visant à revoir la loi drogues vieille de près de cent ans.

Notre Politique Drogues bruxelloise veut asseoir deux caractéristiques intrinsèques du secteur toxicomanie, à savoir sa spécificité et son articulation. Nul autre secteur n'est profilé tel que le nôtre, joignant clinique et santé publique ; interventions psycho-médico-sociales couplées à de forts positionnements politiques ; réduction des risques et approches thérapeutiques ; prévention des assuétudes aux drogues mais aussi à l'alcool et au jeu ; interventions en rue et interventions en prison ; etc. Mais notre secteur n'est rien sans les articulations avec les autres secteurs : avec les médecins généralistes, les hôpitaux, les dispositifs de santé mentale, les maisons d'accueil, etc.

Cette année et les années à venir devraient permettre de réaliser les actions du Plan Drogues nécessaires à la mise en place de cette Politique Drogues bruxelloise, et plus généralement revoir le paradigme criminalisant les usagers de drogues, au détriment de leur inclusion sociale et de leur accès à la santé.

Le travail qui nous attend reste donc encore fort conséquent...

L'équipe de la FEDITO BXL